

Métropole Aix-Marseille-Provence

En octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a réceptionné une piscine intercommunale à Cassis, premier équipement reconnu d'intérêt intercommunale par le Conseil de Communauté (délibération du 27 juin 2002).

Cet équipement est un véritable stade nautique, doté d'installations performantes et dimensionné pour accueillir des compétitions de niveau régional. Il s'adresse à une population de plus de 60 000 habitants, résidant dans le bassin de vie Est du Territoire Marseille Provence.

Ce complexe aquatique comprend les équipements suivants :

- un bassin sportif de 25 x 21m (525 m²), pouvant accueillir des compétitions de niveau régional : 8 lignes d'eau, gradins de 206 places assises, dont 6 places pour personne à mobilité réduite,
- un bassin d'apprentissage de 310 m² (20 m x 12 m = 240 m²) permettant l'apprentissage scolaire, l'entraînement et également les pratiques de loisirs ludiques (70 m²), agrémentée d'une rivière et jeux d'eau de type fontaine et cascade,
- un pataugeoire de 25 m²,
- des vestiaires et sanitaires,
- un espace kinésithérapie de 120 m²,
- un espace snack,
- des plages extérieures,
- un logement de gardien type F4 (environ 90 m² sur 2 niveaux),

Par ailleurs, la piscine offre des activités de loisirs extra-sportives pour tous les âges et répond à des besoins sociaux, éducatifs et sportifs. Cet équipement est destiné à trois types de public : les scolaires, les sportifs et le grand public. Elle accueille ainsi la majeure partie des écoles et collèges du bassin Est de Marseille Provence.

Par délibération du 23 décembre 2009, la Communauté Urbaine a décidé de confier, par voie d'affermage, la gestion et l'exploitation de cet équipement pour une durée de 3 ans. En effet, au regard des compétences et du savoir-faire nécessaires pour respecter les objectifs définis en termes de compétitions sportives, de pédagogie, d'accueil et de surveillance du public, cette dernière ne disposait pas des moyens propres suffisants pour garantir une gestion en régie optimale et performante.

Elle a ensuite conforté son choix en décidant, par délibération du 29 juin 2012, de maintenir ce mode de gestion pour une durée de 6 ans, jusqu'au 31 décembre 2019.

Depuis la mise en service de la piscine fin 2010, ce mode de gestion a donné satisfaction aux usagers en termes de qualité du service et à l'administration en termes de suivi des prestations et de maîtrise des coûts de fonctionnement. Cet équipement a ainsi vu sa fréquentation augmenter continuellement pour atteindre près de 200 000 entrées en 2016.

Au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés et a décidé par délibération du 17 mars 2016, de déléguer la compétence de gestion et d'animation de la piscine CAP PROVENCE au Territoire Marseille Provence

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un professionnel dans le cadre d'une délégation de service public, sous la forme d'un affermage et pour une durée de cinq ans.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques des prestations demandées au délégataire sont indiquées dans le rapport de présentation annexé.

Elles peuvent être résumées ainsi :

- Le futur délégataire sera chargé de prendre les ouvrages mis à sa disposition et d'en assurer l'exploitation et la gestion, c'est-à-dire l'accueil des différents usagers dans le cadre d'un service public adapté en direction des populations scolaires, associatives et publiques ;
- Il devra assurer au mieux une diversification des prestations liées à l'apprentissage et au perfectionnement de la natation mais aussi aux différentes activités payantes dans le cadre d'une tarification adaptée ;
- Le futur délégataire aura également à charge de fournir les prestations de maintenance générale de l'établissement ainsi que la fourniture des fluides (eau, gaz, électricité) nécessaire au bon fonctionnement du service ;
- Il devra assurer le petit et gros entretien des installations mises à sa disposition.

Le délégataire sera choisi au terme de la procédure prévue par les dispositions des articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

Au vu des éléments énoncés ci-dessus, il est demandé à la Commission Consultative des Service Publics Locaux d'émettre un avis sur l'approbation du principe d'une délégation de service public, par voie d'affermage, d'une durée de cinq ans, pour l'exploitation et la gestion de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis – Territoire Marseille Provence.